



Manifeste du Pari de l'Intelligence Collective (PIC)

Dernière version (V 1.1) en date du 05 Novembre 2025.

**Abolir le système d'exploitation parlementaire,
instituer le pouvoir populaire : la démocratie.**

Préambule : le constat de notre impuissance organisée

Nous vivons dans l'illusion de la démocratie. Ce que nous nommons "République" n'est, dans les faits, qu'une oligarchie élective, un système conçu avec une précision redoutable pour organiser notre impuissance.

Ce n'est pas un accident de parcours, ni le fruit d'une incompétence passagère : c'est le résultat d'une volonté constituante initiale non dissimulée (dès 1789), d'une confiscation par les représentants élus d'une souveraineté qui ne leur appartenait pourtant pas, d'une ingénierie sociale qui génération après génération, a gagné en sophistication : un *"totalitarisme soft"* qui anesthésie la volonté populaire par la division, la guerre cognitive permanente menée contre le peuple, pour le pousser à la fragmentation par la guerre idéologique de tous contre tous. Ce qui constitue un paradoxal retour partiel à « l'état de nature » (ensauvagement concomitant de la société aidant), ce que le premier contractualiste Thomas Hobbes appelait *« la guerre de tous contre tous »* et qui justifiait, selon lui, le recours à un sévère contrat social fictif créant un État fort, le *Léviathan*, sans aucun contre-pouvoir, conçu pour endiguer la violence d'une population alors qualifiée de "populace", jugée naturellement enragée...

Et nous y sommes : notre réalité contemporaine montre précisément, à la fois, un gouvernement par la peur et l'inexistence d'un contrat social digne de ce nom : les humains sont menés par leurs « représentants » selon les techniques développées par les ingénieurs sociaux. D'aucuns vont jusqu'à parler de "domestication", de "déshumanisation", affirmant que nous serions considérés comme une biomasse humaine, du "bétail" - et peut-être est-ce bien le point de vue cynique de certains élus en dépit du fait qu'il en existe probablement de bien intentionnés. Ce qui est factuel toutefois, c'est que les citoyens, réduits à la portion congrue de leurs statuts "d'électeurs", souffrent d'un extrême déficit de souveraineté pour se défendre contre les abus des pouvoirs politiques.

PIC, le Pari de l'Intelligence Collective

Association déclarée (09/07/2024, [ici](#)) : n° RNA : W061017282
Siège social : 14 boulevard Gustave Chancel - 06600 Antibes
Contact : <https://www.pic.contact> email : contact@pic.contact
n° SIREN 931405567 - n° Siret (siège) 93140556700013
Code APE : 94.92Z - Activités des organisations politiques

Le PIC, le Pari de l'Intelligence Collective, est un mouvement politique unitaire qui concourt à développer, promouvoir et diffuser une action citoyenne dont le projet, soumis à l'expression du suffrage universel, consiste à proposer une refonte institutionnelle et constitutionnelle permettant à l'avenir aux citoyens de voter d'abord pour les idées et les programmes, et non plus pour les candidats, et l'élaboration des voies d'une gouvernance démocratique sur le territoire national ; ainsi que tous objets similaires, connexes ou complémentaires ou susceptibles d'en favoriser la réalisation ou le développement.

La Constitution du 4 octobre 1958, loin d'être une amélioration comme on l'entend souvent dans le récit officiel promu par les dominants du moment, fut un facteur aggravant de notre dépossession démocratique avec la confiscation par « le gouvernement » de nombreux pouvoirs de décision auparavant dévolus au Parlement : ce qu'on a appelé [la rationalisation du Parlement](#) en 1956 a, en fait, encore accru les pouvoirs de "l'exécutif".

Il ne faut pas s'en laisser accroire, il ne faut pas perdre de vue l'essentiel : dans *toutes* les prétendues « Constitutions » depuis 1789, il n'est laissé aux citoyens rigoureusement AUCUN pouvoir politique de décider de quoi que ce soit. Dans toutes les premières « Républiques » parlementaires, c'est le Parlement, c'est-à-dire une assemblée de représentants élus (aucunement représentatifs de la population) qui fait la loi, qui décide tout, et la population ne peut jamais rien décider. Le soi-disant "*progrès*" de la Vème République », c'est que, maintenant, c'est le gouvernement qui décide de tout en ayant asservi le Parlement à l'aide de nombreuses règles qui assujettissent le Parlement à l'arbitraire du Président et de ses Ministres.

C'est ainsi que la confiscation des mécanismes de décision, tenant le peuple à l'écart de tout pouvoir, n'a fait que s'amplifier au gré des versions successives de nos « Constitutions » : comme partout sur Terre, faute d'une vraie constitution d'origine citoyenne, les pouvoirs, et notamment le pouvoir exécutif, s'autonomisent, c'est-à-dire s'affranchissent progressivement de tout contrôle, jusqu'à devenir autoritaires et bientôt totalitaires.

Deux piliers méconnus soutiennent cette architecture de la dépossession.

Le premier pilier de la dépossession démocratique : l'élection

« Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. » – Extrait du discours de Sieyès, assemblée nationale constituante, 7 septembre 1789.

Constitution art, 3 al. 4, Code électoral, art. 62 : les "citoyens" sont en fait les électeurs.

Le premier pilier de notre dépossession c'est "*l'élection-parmi-des-candidats-que-l'on-peut-aider-à-gagner*" : des candidats choisis et poussés au pouvoir par l'oligarchie en place. Cette "élection" est une procédure voulue et imposée aux électeurs par les élus — et par ceux qui contrôlent les médias (précisément pour gagner les élections).

OR, ÉLIRE, C'EST RENONCER À VOTER. ALORS QUE *voter*, C'EST DÉCIDER.

SE SOUMETTRE À LA PROCÉDURE QU'EST L'ÉLECTION, C'EST ACCEPTER DE NE JAMAIS RIEN DÉCIDER.

VOTER, C'EST DÉCIDER. ÉLIRE, PAR DÉFINITION, C'EST ABDIQUER.

ON SE DIT "CITOYENS" : MAIS NOUS NE SOMMES "QU'ÉLECTEURS".

Accepter d'élire c'est donc acter le décès de notre souveraineté. Ceux qui croient encore en l'élection peuvent d'ailleurs, pour s'éveiller à cette réalité, constater l'évidence criante : quand ils s'intéressent aux parcours et aux actions de leurs élus, c'est généralement pour

faire la chronique et le diagnostic de leurs promesses non tenues et même, de manière objective, de leurs trahisons. Et la chose ne va qu'en s'aggravant à tel point que le concept même de "représentation" par nos élus semble vicié, puisqu'ils respectent peu leurs propres électeurs, les surprennent par leurs alliances contre-nature, protègent outrancièrement leurs propres acquis, etc.

L'actuelle architecture institutionnelle élitiste nous a donc fait oublier une distinction fondamentale : *élire (des représentants) n'est pas voter (nos lois)*.

On peut même aller plus loin dans le constat. **Tout semble indiquer que nous faisons bien plus que subir cet état de fait, puisqu'au lieu de l'interroger, au lieu de déployer notre esprit critique à l'échelle de ce système, nous aimions l'élection.** Nous allons jusqu'à nous engager politiquement dans la lutte partisane, au point de militer, chacun dans un camp, un parti qui fonctionne comme une armée pour gagner la guerre électorale, compétition souvent hystérisée qui se réduit, si on y songe, à choisir nos maîtres, présidents, parlementaires : or, à chaque fois, il s'agit d'un suicide politique puisque nous acceptons de n'être au terme de ces élections, plus *rien* politiquement. **En dehors de notre précieuse énergie militante, nous sommes manifestement considérés comme incompetents puisqu'ils nous est demandé de nous taire jusqu'aux élections suivantes.** Nous sommes même muselés jusqu'au sein de chaque Conseil municipal, où il nous est impossible de vraiment prendre la parole... Nous n'avons même plus la lucidité élémentaire de voir à quel point nous sommes traités comme des incapables, de constater nos droits fondamentaux bafoués.

Accepter d'élire, c'est une forme moderne de servitude volontaire.

On critique souvent le régime "hyper-présidentiel", considéré comme une cause essentielle des dysfonctionnements de notre jeu politique. On a vu plus haut que cette hypertrophie de la puissance de l'exécutif, de plus en plus centralisateur, n'est ici qu'une modalité parmi d'autres de l'usurpation de la souveraineté par les politiciens : **le régime de la "représentation" instituée par les élus eux-mêmes est par essence anti-démocratique.** Plus un régime a de pouvoir, plus il aspire à *encore plus* de pouvoir selon la logique de la **pléonexie** – quand il ne rencontre pas de limite dans la confiscation et la concentration.

LE BLANC SEING LÉGALEMENT DONNÉ À NOS "REPRÉSENTANTS" ORGANISE L'IMPUISSANCE POPULAIRE TOUT EN CONSOLIDANT TOUJOURS PLUS AVANT L'OMNIPOTENCE DES ÉLUS ET DE LEURS SPONSORS ET LOBBIES.

Par conséquent, **si l'on établit et consolide la votation citoyenne, le droit imprescriptible du peuple à disposer de lui-même sera rétabli et respecté** - et les excès de notre actuel régime hyper-présidentiel seront alors naturellement corrigés. Alors que l'inverse n'est pas vrai : changer de président ou même le régime présidentiel serait un leurre, puisque cela n'offrirait en soi aucune garantie de remédier à notre impuissance populaire.

LE PREMIER PILIER POINTE DONC LA CAUSE DES CAUSES : À SAVOIR QUE, NON SEULEMENT NOUS ABDIQUONS NOTRE SOUVERAINETÉ, MAIS NOUS LE FAISONS VOLONTAIREMENT, EN ADHÉRANT AVEUGLÉMENT À LA PROCÉDURE QU'EST L'ÉLECTION. NOUS AIMONS, NOUS VÉNÉRONS L'ÉLECTION : ELLE RESSEMBLE EN TOUS POINTS À UNE

RELIGION DOGMATIQUE, IMPOSSIBLE À REMETTRE EN QUESTION, COMME SI ELLE ALLAIT DE SOI.

Le deuxième pilier de cette dépossession démocratique : la fabrique du consentement:

La question qui se pose alors est la suivante : ce niveau de servitude réside-t-il dans notre nature, ou s'agit-il, à l'échelle de notre civilisation, d'un état passager, induit par une manipulation collective, une forme d'hypnose qui nous conforte dans notre passivité ?

C'est le postulat du PIC : le deuxième pilier de notre dépossession réside en effet dans ce qu'il convient d'appeler **la fabrique du consentement, que nous nommons aussi "domestication"**.

« *Il est important que le peuple ait le sentiment de son impuissance* » : cette citation attribuée à François Guizot (1787-1874, figure centrale des voleurs de pouvoir au 19^e siècle) synthétise parfaitement l'essence d'une philosophie politique conservatrice, mais surtout, le rejet absolu, reproduit par nos actuelles classes privilégiées (autoproclamées "élites" au sein de "Grandes Écoles") rejet fanatique de toute forme de souveraineté des citoyens. Nos "élites" continuent globalement d'associer la démocratie populaire au chaos révolutionnaire. Elles n'ont pas du tout évolué depuis François Guizot qui défendait ainsi la "souveraineté de la raison", incarnée selon lui non par la masse, mais par une élite "capable".

Les instituteurs du 19^e siècle, "les Hussards Noirs de la République", recevaient tous des instructions explicites et fermes de leurs inspecteurs : inculquer aux enfants des travailleurs le goût de la discipline, de la ponctualité, de l'obéissance, de la soumission, le respect des autorités et de l'ordre social...

DANS CETTE PERSPECTIVE, LA STABILITÉ DE "L'ORDRE SOCIAL" EXIGEAIT QUE LE PEUPLE SOIT MAINTENU À L'ÉCART DES DÉCISIONS POLITIQUES. LE SENTIMENT D'IMPUISSANCE POPULAIRE N'ÉTAIT PAS UN EFFET SECONDAIRE REGRETTABLE, MAIS UNE CONDITION NÉCESSAIRE À LA GOUVERNANCE PAR L'ÉLITE : LA DOCILITÉ DU BÉTAIL ÉLECTORAL.

La pensée de Guizot est une forme assumée de ce que Noam Chomsky nommera plus tard **"la fabrication du consentement"**. Pour qu'une oligarchie puisse gouverner durablement sans coercition permanente, elle doit obtenir la passivité de la population.

L'objectif de cette ingénierie sociale est l'intériorisation de l'incompétence. Si le peuple se sentait puissant et légitime, il exigerait la démocratie directe. Le système doit donc convaincre le citoyen qu'il est *incapable* de se gouverner lui-même et que la délégation du pouvoir à des professionnels (l'élection) est la seule option raisonnable. L'impuissance apprise mène à l'apathie, qui est une forme de consentement passif. Aujourd'hui, on constate l'évolution de l'apathie sous diverses formes de nihilisme, de désengagement politique, dont l'abstentionnisme n'est qu'un avatar (et un immense service rendu au système).

Si l'on schématise de façon provocatrice, le monde se divise ainsi entre :

- ceux qui continuent d'adhérer à l'élection – qui dans notre système actuel n'est pas l'exercice de la souveraineté, mais la procédure rituelle de son abdication (on y trouve la plupart des électeurs et des militants politiques),

- et ceux qui ressentent plus ou moins confusément l'imposture au point de se résigner, paradoxalement, dans le rejet de tout intérêt pour la vie de la Cité, ce qui constitue la masse des abstentionnistes, aussi appelée "premier parti de France" (croyant arborer une posture sécessionniste, mais sans effet sur le Pouvoir). Cette seconde catégorie est la plus à même d'adhérer à la démarche du PIC.

LE GÉNIE DE LA GOUVERNANCE PERVERSE DU SYSTÈME CONSISTE À S'ASSURER QUE CHACUN SE COMPLAISE DANS SON ÉTAT, QU'IL S'AGISSE DES MILITANTS CHRONIQUEURS D'UN CÔTÉ, OU DES NIHILISTES DE L'AUTRE, BLASÉS, IRRÉCUPÉRABLES : DANS LES DEUX CAS, ILS PROTÈGENT PLUS OU MOINS CONSCIEMMENT LES INTÉRÊTS À LONG-TERME DE NOS "MAÎTRES".

Pour cela, le système s'assure que nous restions les produits d'une ingénierie sociale sophistiquée, une véritable domestication des esprits, conçue pour fabriquer notre consentement à notre propre dépossession.

Cette domestication repose sur deux principaux leviers qui verrouillent notre prison mentale (que nous appelons aussi "prison cognitive") :

A) LA FABRIQUE DE L'OBÉISSANCE, DRESSAGE DÈS L'ÉCOLE :

Dès l'école, le système éducatif "républicain" est structuré pour induire la conformité. Il valorise la régurgitation des savoirs officiels et l'obéissance à l'autorité, la connaissance et les diplômes compartimentés en silos, au détriment de l'esprit critique radical, subversif et portant sur l'analyse des structures et des systèmes (la pensée systémiste est confisquée, or c'est ce nécessaire niveau de réflexion qui préside à la vision du PIC). **Les diplômes ne sanctionnent pas tant l'intelligence que la compatibilité opérationnelle de l'individu avec les attentes du régime en place. Ce dernier nous "gère", nous "pilote" comme une biomasse humaine, selon les préceptes de la cybernétique.** C'est pourquoi on nous apprend très tôt que "Démocratie = Élection", inscrivant ce mensonge fondamental au cœur de notre logiciel mental. On nous forme à trouver notre place dans la hiérarchie, pas à remettre en question la légitimité de la hiérarchie elle-même.

B) LE JOUG DE LA MÉDIACRATIE, FORMATION PERMANENTE À LA SOUMISSION ÉLECTORALE :

Le bras le plus puissant de notre domestication est la "Médiacratie". Nous devons nommer la réalité : **le système médiatique dominant n'est pas un contre-pouvoir ; il est le clergé de l'oligarchie.**

Possédé par une poignée d'intérêts financiers et industriels, ce système emploie une caste de privilégiés triés sur le volet, **non pas pour informer, mais pour perpétuer le récit officiel.** Sa fonction principale est de maintenir l'illusion du caractère vertueux de l'élection et de circonscrire le débat public dans des limites acceptables pour le pouvoir.

LA MÉDIACRATIE N'ORGANISE PAS LE PLURALISME ; ELLE EN SIMULE LE SPECTACLE. ELLE MET EN SCÈNE DES DÉSACCORDS SUPERFICIELS ENTRE PARTIS INTERCHANGEABLES, TOUT EN MARGINALISANT, DIABOLISANT OU RENDANT INAUDIBLE TOUTE CRITIQUE SYSTÉMIQUE. C'EST L'ILLUSION DE LA DÉMOCRATIE EN ACTION.

En saturant l'espace mental de polémiques stériles et en transformant la "politique" en spectacle de catch où tout est bidonné, la Médiacratie anesthésie notre esprit critique

collectif. Elle transforme le citoyen en consommateur d'**opinions préfabriquées**, convaincu que son seul rôle est de choisir périodiquement le maître qui le gouvernera.

Rompre le charme de cette double domestication – éducative et médiatique – est le premier acte de résistance véritable. **Le projet du PIC n'est pas seulement institutionnel ; il est aussi cognitif.** Il vise à réarmer intellectuellement les citoyens pour qu'ils cessent d'aimer leurs chaînes et qu'ils retrouvent le désir brûlant de leur souveraineté. Cela commence par renouer avec la pratique et l'enseignement, la valorisation de l'esprit critique, la découverte et l'approfondissement d'une pensée souveraine, non plus en électeur mais en citoyen, non plus en enfant politique mais en adulte politique, non plus en bétail obéissant mais en peuple constituant.

Les stratégies d'opposition traditionnelles sont par conséquent des impasses

Face à cela, les stratégies d'opposition traditionnelles sont des impasses. Nombre de commentateurs spéculent sur les possibles successeurs au pouvoir actuel, les qualifiant d'opposants, d'alternance souhaitable etc.

OR, "S'OPPOSER" POLITIQUEMENT AVEC DES "PROGRAMMES" ALTERNATIFS, DANS CE SYSTÈME, DANS CE JEU DE DUPES POLITIQUE, SUR L'ÉCHIQUIER QUI NOUS EST TENDU, C'EST SE METTRE AU DIAPASON DE CE QU'ARISTOTE APPELAIT DÉJÀ "THÉÂTROCRA Tie" : SE PRÊTER AU JEU DU CABOTINAGE MÉDIATIQUE.

Or, quand bien même incarnerait-on l'alternance de manière plus éthique ou sophistiquée: rentrer dans ce jeu "républicain" des tartuffes de la représentativité, participer à cette comédie ostensiblement vertueuse (contribuant à cette petite société du spectacle), s'abaisser à la séduction appuyée des médiocrates, s'humilier pour gagner leurs faveurs – c'est finalement contribuer à perpétuer la mise en scène de notre impuissance collective.

Quiconque se présente aux *élections* est d'ailleurs atteint de l'inavouable *complexe de l' élu* et trahit la même ambition narcissique, *a minima* carriériste ou romantique (et menant tout droit à l'*hybris* ubuesque dont nous avons désormais tant de démonstrations). **L'ardente aspiration au précieux trône est caractéristique d'une époque qui ne fabrique plus que des histrions (le politicien est un influenceur comme les autres, il est juste infiniment plus corruptible), tous aussi déviants et toxiques les uns que les autres, parce que rompus aux luttes d'influences intestines dans leurs organes partisans, forgés par l'intrigue, le calcul, les trahisons, le cynisme électoraliste qui sont leur lot quotidien.**

La foi dans une personnalité providentielle est touchante mais elle dénote une naïveté, probable fruit de notre imaginaire collectif, et se révèle une manifestation de notre état servile, à tout le moins puéril, dont nous devons nous départir. *ÉLIRE le candidat qu'on estime le "moins pire"* légitime le système. Attendre passivement un "*éveil des consciences*" mène à la résignation et permet au système de domination parlementaire de s'enraciner toujours plus profondément.

De même, *manifeste* épuise en vain nos élans et nos aspirations démocratiques. Se mettre en rang de bataille dans la rue n'a plus qu'un impact anecdotique, éphémère, voire

complètement nul, sur le processus législatif - qui n'a jamais pour autant cessé d'être pensé pour nous en tenir à l'écart. Sans mentionner le fait que ces manifestations sont infiltrées, manipulées, sabotées, diffamées, ce qui conduit encore plus à nous décourager.

Le seul recours viable à notre portée, pour échapper à notre aliénation, consiste par conséquent à **élever la réflexion à une échelle systémique** : sans refonte institutionnelle intégrale, au profit d'une démocratie directe authentique, dans laquelle nous serions législateurs, nous ne serons jamais souverains.

TOUTE AUTRE SOLUTION QUE L'INSTAURATION DU POUVOIR CONSTITUANT DES CITOYENS EUX-MÊMES EST UN MIROIR AUX ALOUETTES : L'ORCHESTRATION D'UN LEURRE, OU D'UNE DIVERSION STRUCTURELLE CONÇUE POUR DÉTOURNER ET DÉVOYER NOS ASPIRATIONS ET NOTRE ÉNERGIE DÉMOCRATIQUES.

La "Cause des Causes" : nous acceptons de n'être ni constituants, ni législateurs

Nous devons donc cesser de nous attaquer aux symptômes. Nous devons viser la **"Cause des Causes"** : à savoir, que le pouvoir d'écrire les règles du jeu politique et démocratique (instaurées par la Constitution) a été volé au peuple, par les élus, et que **nous adhérons collectivement à cette imposture en chérissant l'élection**, parce que nous avons fait l'objet d'une manipulation tant sémantique (par une série de mensonges présentés sous l'angle de la bienveillance d'une élite paternaliste et d'un Etat omnipotent créé pour nous protéger de nous-mêmes), que mentale (par l'abus de modes de gouvernance pervers comme les ingénieries sociales, qui sont de plus en plus redoutablement maîtrisées).

Le Pari de l'Intelligence Collective (PIC) est né de ce constat radical.

Nous ne proposons pas une réforme de plus.

Nous proposons une refondation totale du logiciel démocratique.

I. Notre philosophie : permettre au peuple de “décider comment décider”

Décider comment décider : une question opérationnelle, qui conditionne toutes les actions à venir :

Le PIC n'est pas un mouvement politicien mais **politique** : au sens noble, pour renouer avec la vie de la Cité, rendue à ses citoyens.

Le PIC revendique n'avoir pas de programme à proprement parler. C'est un mouvement citoyen unitaire dont le projet est de nature *méta-politique*. Nous ne venons pas avec un programme clés en main, ni une liste de promesses que nous imposerions une fois élus : nous proposons d'abord des questions, posées aux citoyens, pour qu'il puisse s'autodéterminer.

Notre programme tient en une seule ambition : permettre au peuple français de décider souverainement *de quelle manière* il veut être acteur de son propre destin : **écrire et voter lui-même ses lois, ou continuer de déléguer ce pouvoir à des maîtres ?**

PAR CONSÉQUENT, NOTRE OBJECTIF PRIMORDIAL, CELUI QUI PASSE AVANT TOUS LES AUTRES, EST DE *décider comment nous allons décider*.

C'est la condition *sine qua non* de toute démocratie digne de ce nom.

Pour cela, le PIC est fondamentalement a-partisan et pluraliste. Nous ne cherchons pas l'uniformité idéologique. Bien au contraire : **nous recherchons le débat et la controverse**.

NOUS NE CONJUGUONS PAS NOS EFFORTS DANS CE COLLECTIF *en dépit* DE NOS DIVERGENCES, MAIS PRÉCISÉMENT PARCE QUE NOUS AVONS DES OPINIONS DIVERGENTES. ET PARCE QUE NOUS VOULONS ÊTRE UN JOUR EN MESURE DE REPRENDRE NOS DÉBATS ET CONTROVERSES DANS LE CADRE D'UNE DÉMOCRATIE AUTHENTIQUE.

Ceux qui rejoignent le PIC n'y viennent donc pas *en dépit* de leurs différences, mais *parce qu'ils* sont différents. Droite, gauche, écologistes, souverainistes, libéraux, centristes, démocrates et autres : tous ceux qui partagent et déplorent le constat de notre impuissance populaire sont les bienvenus.

NOTRE UNITÉ NE SE FAIT PAS SUR *ce qu'il faut décider* (LE FOND), MAIS SUR *comment nous devons décider* (LA FORME INSTITUTIONNELLE). NOUS NOUS UNISSE POUR REFONDRE LES INSTITUTIONS ET LA CONSTITUTION.

Une fois cet objectif accompli, le débat des idées pourra reprendre, mais dans un cadre assaini où les citoyens seront enfin émancipés, législateurs et souverains.

Subsidiarité ascendante

NOUS PORTONS UNE AMBITION CENTRALE : INSTAURER LA "SUBSIDIARITÉ ASCENDANTE". FAISANT NÔTRE LA PENSÉE DE SIMONE WEIL, QUI COMBATTAIT LA CENTRALISATION ÉCRASANTE, NOUS VOULONS RENSER LA PYRAMIDE DU POUVOIR.

Le peuple souverain, source et initiateur des lois, doit redevenir la pierre angulaire de toute société légitime. Notre mission est de lui restituer son droit fondamental : **écrire lui-même sa législation, localement et nationalement**. Cette approche vise à renforcer l'autonomie et la responsabilité des communautés, en leur permettant de définir leurs propres règles et de participer activement à la construction d'une société plus juste et plus équitable.

Implication : la nécessité d'un leadership adapté

Les principes qui précèdent n'excluent pas la nécessité d'un leadership, mais suggèrent la meilleure compréhension de ce qu'il doit être. Nous réfutons d'ailleurs l'hypocrisie démagogue de "*l'horizontalité toxique*" qui paralyse l'action par excès de méfiance envers toute forme de *leadership*.

Nous distinguons :

- *le Pouvoir* : la capacité de contraindre, que nous refusons dans ses excès actuels, aboutissement logique du gouvernement représentatif,
- du *Leadership* : la capacité d'initier, de catalyser les énergies, d'inspirer et de structurer l'action collective, et de délivrer une compétence politique au sens le plus noble du terme.

Pour saisir cette distinction, il suffit de faire le constat suivant : *aujourd'hui nos institutions confèrent du Pouvoir à des élus sans leadership au sens où nous l'entendons*. Autrement dit : un Pouvoir sans légitimité autre que celle que lui confèrent la coercition, le contrôle, la cooptation dans l'entre-soi pour ne pas dire le trafic d'influence. C'est un véritable "Pouvoir", mais sans mérite autre que celui d'appartenir à une caste donnée, et d'en perpétuer les codes.

Le leadership véritable est fondé sur la compétence et le mérite, et pour renouer avec un contrat social équilibré, il accepte que les mandats soient impératifs et révocables : c'est aussi simple que cela.

L'efficacité exige de la méthode ; de même, la démocratie exige des garde-fous contre la captation du Pouvoir par des séducteurs, des manipulateurs qui exerceront toutes les formes d'influence et de contrainte pour l'acquiescer et le conserver sans légitimité. Il nous faut donc établir les règles nous permettant de congédier les menteurs (et autres Machiavel de poche...) qui n'hésitent pas à tordre les règles du jeu pour qu'elles leur soient favorables. Nous ne pouvons plus les laisser notamment accaparer les processus législatif et constituant, tenus hors de portée du contrôle populaire.

Voilà pourquoi nous devons d'abord nous mettre d'accord sur la bonne façon de décider de notre destinée, tout en définissant les règles associées à l'exercice du Pouvoir par ceux qui auront mandat : c'est la base méthodique d'un retour à notre souveraineté.

II. Notre stratégie pour rendre le pouvoir aux citoyens : viser une grande évolution démocratique en détournant et en subvertissant les rouages anti-démocratiques de l'élection

Notre méthode est aussi radicale que nos objectifs. Nous refusons la posture stérile qui consiste à critiquer le système de l'extérieur sans jamais s'y confronter : on choisit rarement le terrain du combat.

Nous avons ainsi fait le choix de **"L'Involution"** :

***L'Involution*, CONTRAIREMENT À LA Révolution (PROCESSUS GÉNÉRALEMENT CHAOTIQUE MENANT À UN RÉSULTAT INCERTAIN, SOUVENT DÉVOYÉ, INFILTRÉ, VIOLENT) CONSISTE À UTILISER CERTAINS OUTILS DU SYSTÈME POUR LE RÉFORMER DE L'INTÉRIEUR ET EN PROFONDEUR.**

Cela exige de l'astuce (on parle aussi de *"hack"*, au sens positif d'un détournement du processus électif pour en dénoncer l'absurdité et les manipulations).

Le Cheval de Troie citoyen

Nous utilisons le "véhicule juridique" du mouvement politique : le "PIC" consiste en effet en une "personne morale" (créée en avril 2024 et déclarée au mois de juillet de cette même année), qu'on appelle en droit français une *association Loi 1901*. C'est en l'occurrence *officiellement* une association à but non lucratif dont les statuts sont ceux d'un mouvement politique tel qu'il peut être homologué par l'administration.

L'INTÉRÊT DE CETTE HOMOLOGATION JURIDIQUE CONSISTE À NE PAS OFFRIR DE PRISE AU POUVOIR QUI CHERCHE DES PRÉTEXTES POUR INTERDIRE LA CONTESTATION.

Par ailleurs, **cette forme juridique est source de résilience** collective : elle peut en effet faire l'objet d'une transmission légitime aux suivants, présenter une comptabilité transparente permettant de financer nos actions, établir des règles de fonctionnement objectives.

Cette structure juridique permet enfin l'essentiel : nous présenter aux élections - que nous haïssons pourtant. Alors pourquoi ? - Non pas pour jouer le jeu, mais pour le détourner de l'intérieur, le *subvertir* (on pourrait aussi parler de *"piratage"* au sens éthique du terme, notion popularisée par l'anglicisme bien connu de *"hack"*, souvent employé de manière vertueuse, pour évoquer un contournement éthique, déconstruire un système considéré comme toxique).

C'est une nécessité pragmatique : accéder à la visibilité, au financement légal, à une comptabilité transparente, et à la légitimité institutionnelle nécessaire pour enclencher la **refondation**.

AINSI UTILISERONS-NOUS LE *faux "suffrage universel"* (ÉLIRE NOS MAÎTRES) COMME UN LEVIER POUR INSTAURER UN VRAI SUFFRAGE UNIVERSEL (VOTER NOS LOIS).

Ce n'est pas un paradoxe, mais **un chemin pragmatique** pour déconstruire et dénoncer les mécanismes mêmes de l'élection, vécue de l'intérieur.

L'Essaimage et la Coalition

Selon notre méthode de détournement, nous allons notamment écarter la logique de l'union derrière un chef unique. Cette centralisation crée une cible facile pour le *système, et cette personnalisation d'un "guide élu" encourage l'infantilisation des électeurs*.

VOILÀ POURQUOI NOUS FAISONS LE "PARI (AU SENS PASCALIEN) DE L'INTELLIGENCE COLLECTIVE" (PIC). CETTE LOGIQUE QUI EST CELLE DU COLLECTIF NOUS REND INSAISSABLES ET RÉSILIANTS. ON PEUT ABATTRE UN LEADER, MAIS PAS UN COLLECTIF RÉSILIENT.

Par ailleurs, nous encourageons l'essaimage : il nous apparaît souhaitable que les citoyens se re-politisent et s'engagent dans la création de multiples mouvements partageant le même ADN (vouloir voter les lois plutôt qu'élire des maîtres) sur tout le territoire. Cette

fragmentation apparente nous rend insaisissables et résilients. À l'approche des échéances cruciales, ces mouvements convergeront dans une coalition stratégique, mutualisant leurs ressources (notamment les parrainages) pour franchir les barrières érigées par l'oligarchie.

La Promesse inattaquable : un mandat comportant une fin programmée

La confiance ne se décrète pas, elle s'inspire, s'institue - il faut la gagner

Surtout dans une époque qui justifie toutes les formes de suspicions, tant la parole publique est discréditée.

Aussi, comment garantir notre sincérité ?

Par un engagement contractuel et irrévocable :

SI NOUS SOMMES ÉLUS, NOTRE ABSOLUE PRIORITÉ AU LENDEMAIN DE L'ÉLECTION CONSISTERA À ASSURER LA MISE EN PLACE IMMÉDIATE D'UN PROCESSUS CONSTITUANT POPULAIRE.

Pour garantir la loyauté et la limpidité de cet engagement, nous avons établi une condition *sine qua non* pour être membre du Directoire de transition : s'engager sur ses biens personnels, devant notaire et en public, à instituer le Référendum d'initiative citoyenne en toutes matières décisives dans les 6 premiers mois de l'élection.

Concrètement, le Directoire de transition déclenchera, animera et protégera un processus constituant populaire dès son accession aux commandes. Il gèrera les affaires courantes sans rien décider d'important ni décisif sans référendum, et il mettra un terme à son mandat transitoire une fois les institutions voulues par le peuple mises en place.

C'est notre bouclier éthique, ne laissant aucune place au doute, ni à la moindre tentation, et notre argument le plus puissant face à la défiance généralisée (justifiée).

La gouvernance collective par le Directoire de Transition :

À cela s'ajoute la notion même de ***gouvernance collective*** : les limites de notre actuel système ont été démontrées par l'hybris qui peut gagner un individu exerçant le pouvoir seul ("tout pouvoir rend fou", disait le philosophe) : dans un collectif qui s'est donné pour mission de mettre fin à ces excès, nous sommes autant de garde-fous les uns pour les autres. Cette gouvernance collective ne pourra prendre aucune décision importante sans l'aval de la population par référendum.

Tous les partis politiques abusent du terme de "démocratie" et le vident de sa substance : puisqu'ils imposent en bloc toutes les nuances de leurs programmes une fois majoritaires, ou pire, ne tiennent pas leurs promesses et font de la rhétorique avec toutes sortes d'arguties pour se dédouaner de leurs engagements.

Ce type d'exercice du pouvoir est détestable et caduque.

Le PIC est fondé sur la consultation et les votations citoyennes : il est intrinsèquement conçu pour que les Français recouvrent leur souveraineté de manière *immédiate* (au sens étymologique : sans médiation), et continue, sur tous les sujets régaliens et sociétaux décisifs pour leur avenir.

III. Le projet : la Grande Transition Démocratique

Aussitôt que le PIC accèdera aux responsabilités, nous déclencherons dès les 6 premiers mois une phase de transition de 18 à 24 mois :

LA DÉMOCRATIE RÉFÉRENDAIRE ACCÉLÉRÉE.

Le Directoire de Transition et instauration du RIC

L'impuissance politique de la population sera immédiatement abrogée :

- 1) D'abord par l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne en toutes matières décisives,
- 2) Un leadership collectif, sous forme de *Directoire* ou de *Conseil de Transition*, sera mis en place (nous l'appelons souvent aussi le "Cerveau collectif").

CE CERVEAU COLLECTIF SERA LE GARANT DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE ET GÉRERA LES AFFAIRES COURANTES. SON RÔLE SERA D'ORGANISER LES CONSULTATIONS CITOYENNES, D'ASSURER LA FLUIDITÉ DES INSTITUTIONS, D'ASSAINIR LE DÉBAT PUBLIC, ET DE PROCÉDER PROGRESSIVEMENT PAR DES RÉFÉRENDUMS CONSTITUTIONNELS ARTICLE PAR ARTICLE.

Au terme de cette période référendaire, le Directoire rendra le pouvoir et se révoquera de lui-même pour laisser la place aux organes voulus et choisis par la population.

Réforme impérative des médias : une condition du PIC, structurante et incontournable

Point-clé à préciser : nous évoquions dans le précédent paragraphe la nécessité "*d'assainir le débat public*". C'est en effet **une condition *sine qua non*** de la réussite de notre démarche et cela signifie : **réformer en profondeur le fonctionnement des médias pour enfin éclairer loyalement l'opinion avant chaque vote.**

Nous devons tout mettre en œuvre, collectivement, pour garantir leur indépendance et leur pluralisme, sans exception possible, et refonder le journalisme citoyen. Toutes les rédactions seront concernées : journaux, radios, télévisions, instituts de sondage, instituts statistiques, agences de presse, maisons d'édition, promoteurs audiovisuels et réseaux sociaux.

SANS UNE TELLE TRANSFORMATION, LE DÉBAT SERA, ENCORE ET TOUJOURS, SABOTÉ PAR LES TECHNIQUES DE L'INFLUENCE ET LES GUERRES COGNITIVES OPÉRÉES PAR LA CASTE OLIGARCHIQUE QUI NE RECLERA DEVANT RIEN POUR PRÉSERVER SES INTÉRÊTS.

Les réformes institutionnelles feront l'objet d'un débat citoyen constituant permanent, qui sera essentiel : chronologiquement prioritaire sur tous les autres, il matérialisera l'aboutissement du PIC – recouvrer notre souveraineté.

La notion de “votation citoyenne” est au cœur de cette refonte démocratique

Le moteur de cette transition sera une série de **votations citoyennes** visant à refondre progressivement notre contrat social. Notre rôle sera de décider collectivement quelles questions poser, dans quel ordre, et comment les enrichir par un débat éclairé et contradictoire.

Une consultation citoyenne, dans le cadre de notre processus de Démocratie Référendaire Accélérée (qui peut requérir un processus de 18 à 24 mois selon nos estimations à date), est susceptible d'impliquer que, pendant cette période transitoire, nous posions plusieurs questions à la fois, sur une base mensuelle : la chose sera alors rendue accessible et fluide par l'usage de technologies exploitant la blockchain pour rendre impossible toute falsification. À date, ce sujet est encore à l'étude.

La parole au Peuple : les questions fondamentales

Les questions référendaires doivent être contraignantes et non pas consultatives : elles doivent rétablir le peuple dans son inaliénable souveraineté. Dans ce qui suit, nous en proposons quelques exemples mais elles seront plus nombreuses.

Nota bene : l'ordre ici présenté des questions posées est donné à titre purement indicatif, puisque conformément à nos convictions démocratiques, nous estimons que c'est au peuple souverain de décider de l'ordre dans lequel elles seraient posées. De même, leur formulation fera l'objet de concertations régulières et nombreuses.

Aucune question n'est taboue. TOUTES les questions seront posées.

Poser des questions, ce n'est pas ériger un programme : ce sont les réponses qui feront le programme et fixeront donc le cap.

La naissance et la publication du présent Manifeste servira de point de départ à un processus de consultation, en compagnie de publics délibératifs dont la sélection sera décidée en compagnie de nos militants, permettant de dégager un choix chronologique dans l'annonce des questions posées aux citoyens, et il va de soi que nous nous livrerons à de nombreux ateliers de reformulation des questions. À cela, il faudra ajouter les modalités de l'organisation des débats - le processus démocratique exigeant la mise en scène des controverses.

À TITRE INDICATIF, PARMI LES PREMIÈRES QUESTIONS SOUMISES (ET NON EXHAUSTIVES, CELA VA SANS DIRE) AU PEUPLE SOUVERAIN FIGURERONT NÉCESSAIREMENT :

1. **La réforme profonde du statut et du fonctionnement des médias** : garantir le pluralisme et l'éclairage loyal de l'opinion, et empêcher que les médias soient tous au service des puissants du moment ou sous emprise intellectuelle de partis ou d'idéologies cachées.

2. ***L'institution du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)*** : constituant, abrogatif (abrogation des lois contraires aux aspirations populaires), révocatoire (des élus) et législatif (proposer des lois). L'outil fondamental de la souveraineté populaire.
3. ***Le lancement d'un Processus Constituant Populaire Permanent (PCPP)*** : pour que la Constitution soit écrite par et pour le peuple.
4. ***L'attribution du monopole de la création monétaire à la Banque de France, sous contrôle citoyen***, avec mission prioritaire de mettre fin au chômage de masse, et d'organiser une indexation obligatoire de tous les salaires, pensions et contrats sur les prix. Les banques commerciales ne pourront plus prêter que la monnaie dont elles disposent préalablement (elles perdront le monopole de la création monétaire qu'elles ont usurpé depuis des siècles).
5. ***La suppression du régime hyper-Présidentiel*** : et son remplacement par une gouvernance collégiale et responsable (il s'agit de proposer un modèle proche de celui incarné et prôné par le Directoire de transition, pour nous préserver de l'hubris des gouvernants).
6. ***La transformation du statut des partis politiques*** : pour passer du vote pour les candidats au vote pour les idées et les programmes argumentés (incluant la question de la responsabilité face au mensonge, ainsi que la notion de parjure etc.)
7. ***La criminalisation des guerres cognitives*** : protéger les citoyens des manipulations mentales, des ingénieries sociales et de l'hypnose collective utilisées comme outils de gouvernance. Nous mettrons fin aux atteintes à notre intégrité psychique.(*)
8. ***La criminalisation des atteintes à notre intégrité biologique*** : pour se préserver des dangers du transhumanisme, des manipulations ADN, et de la super-puissance des laboratoires pharmaceutiques (*).
9. ***Les questions liées à notre Souveraineté Nationale (ex: Frexit, retour à une monnaie nationale publique, audit de la dette publique...)*** : redonner au peuple la décision finale sur notre appartenance aux structures supranationales.
10. ***La liberté d'expression*** : doit-elle être réaffirmée, sanctuarisée, renforcée ? Sans exception possible ? C'est aux citoyens de se prononcer de telle sorte que plus aucun doute à son sujet ne soit permis.
11. ***Mettre un terme définitif, par voie constitutionnelle, à la pathologie fiscaliste qui nourrit un Etat obèse*** : proposer au peuple français d'autres approches budgétaires visant à renouer avec l'attractivité économique et la plus juste rémunération du travail, le respect de la propriété privée, de la transmission, de liberté d'entreprendre etc. Exemples : *vraie lutte contre la fraude fiscale des milliardaires, fin des gaspillages des deniers publics avec une Chambre de contrôle populaire des dépenses somptuaires et des privilèges indus ; s'assurer que le citoyen n'est plus sujet à des impositions en cascade etc.*
12. ***La question de l'immigration*** : toutes les études objectives et factuelles pointent notre incapacité à intégrer économiquement les nouveaux arrivants, dont l'extrême précarité est concomitante de la montée de l'insécurité – deux sujets devenus préoccupations premières des français. Là aussi, à eux de décider.
13. ***Justice*** : la question de la généralisation des juridictions citoyennes collégiales (comme les Cours d'Assise) tirées au sort pour rétablir la Justice dans notre pays ;
14. ***Identité*** : régler la question lancinante de l'identité française qui sape le débat public depuis des décennies – que souhaitons-nous préserver ? La laïcité doit-elle servir de prétexte à déconstruire nos racines chrétiennes ? Doit-on inscrire dans notre nouvelle Constitution ces racines chrétiennes ? Le clivage organisé entre "identitaires" et "progressistes" est un leurre visant à nous détourner de l'essentiel : finissons-en.
15. etc. - liste purement indicative, non exhaustive, à compléter et ré-ordonner avec les citoyens.

[() : Les points 7 et 8 feraient même idéalement, avec l'appui du peuple, l'objet d'un amendement apporté à la Charte des Droits de l'Homme et du Citoyen.]*

À L'EXCEPTION DES QUATRE PREMIERS POINTS (MÉDIAS LIBÉRÉS, RIC, PCPP ET MONNAIE PUBLIQUE CONTRE LE CHÔMAGE ET LE SABOTAGE DES SERVICES PUBLICS, QUI SONT DES CONDITIONS *sine qua non* DE L'AVÈNEMENT DE NOTRE SOUVERAINETÉ), LE PIC NE TRANCHE PAS CES QUESTIONS. IL SE BORNE À GARANTIR QUE LE PEUPLE PUISSE LES TRANCER DANS LE CADRE D'UN DÉBAT INFORMÉ, TRANSPARENT ET INTELLECTUELLEMENT RIGOUREUX.

Il garantit en effet que puissent être mises en scène les délibérations, controverses, *disputatio* (à l'origine, la *disputatio* consistait en une discussion organisée selon un schéma dialectique sous la forme d'un débat oral entre plusieurs interlocuteurs, en général devant un auditoire et parfois en public), sans qu'aucune manipulation médiatique ne puisse entraver la liberté des échanges.

IV. L'Appel au Pari

Nous sommes à un tournant historique. Le système oligarchique est en passe de basculer en totalitarisme (identification numérique, surveillance généralisée, intrusions extrêmes dans toutes les intimités, violation de tous les secrets professionnels, monnaie digitale, doxa, censure et discrédit des opposants politiques véritables, assassinats politiques, fusion de l'État et des multinationales apatrides...) et il ne grandit sans limite et ne s'endurcit que par notre consentement passif et notre absence d'alternative systémique crédible.

Le **Pari de l'Intelligence Collective** offre cette alternative.

Une stratégie conçue pour être inarrêtable parce que souveraine, transparente, et désintéressée (l'abnégation étant notre trait commun : c'est aux citoyens français de choisir leur mode de gouvernance).

Nous appelons tous les déçus du système partisan, tous ceux qui aspirent à une démocratie authentique, tous ceux qui refusent de se résigner à l'impuissance, à nous rejoindre. Nous proposons une Union sacrée — temporaire — pour permettre notre évasion, ensemble, du système d'exploitation parlementaire, prison politique qui rend vaines toutes nos oppositions et querelles législatives.

Il est temps de cesser de subir.

Il est temps de reprendre notre destin en main.

Il est temps de *faire le pari de l'intelligence collective* pour l'avènement de la première Démocratie française.